

Projets structurants de Casablanca

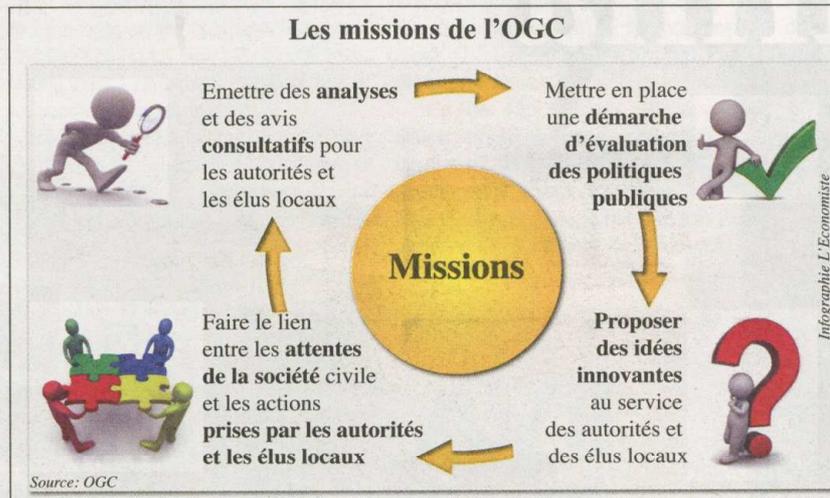
L'observatoire économique et social opérationnel

• Un prolongement des travaux du think-tank

• 8 commissions thématiques autour des problématiques de la métropole

• Un rôle consultatif pour accompagner le plan de développement 2020

UN nouvel instrument de gouvernance est né. Il s'agit de l'Observatoire économique et social du Grand Casablanca (OGC). Sa mission: devenir un outil d'information et d'aide à la décision au service des autorités et élus locaux. «L'OGC est né de la volonté de créer un organe indépendant capable d'accompagner les politiques du Grand



Casablanca», affirme le président Mohamed Benamour.

L'observatoire, accompagné par le cabinet Valyans Consulting, s'est fixé plusieurs missions pour assurer son rôle d'espace d'idées et de force de proposition.

Parmi ses membres (tous des bénévoles) figurent les représentants de l'autorité locale, des élus, de la société civile, des acteurs économiques, ministères...

«Nous sommes un prolongement naturel du think-tank élargi initié par le wali début 2014», explique Benamour. D'ailleurs, le plan de développement 2020 a été décliné sur la base des conclusions de ce think-tank, composé

dant, ouvert à la société civile dans une démarche inclusive de concertation et d'écoute», tient à préciser le président de l'OGC.

Concrètement, l'Observatoire a pour vocation d'accompagner la mise en œuvre du plan de développement 2020. Cette instance observera les tendances du développement de la métropole et s'appuiera pour son positionnement sur sa vocation de capitale économique et financière avec CFC comme projet phare.

Durant les 3 années de son mandat, Benamour s'est fixé comme objectif la réalisation de recherches (enquêtes, études...) sur les thèmes liés au développement de la région, créer des bases statistiques et publier des monographies spécialisées. «Nous produisons aussi des études à la demande des élus et des autorités», explique le président de la nouvelle instance.

La recherche de partenariats nationaux et internationaux fait également partie des prérogatives de l'Observa-

De Barcelone à Stuttgart

L'OBSERVATOIRE économique et social du Grand Casablanca (OGC) s'inspire d'expériences menées par des métropoles internationales. En effet, avant Casablanca, d'autres villes se sont dotées de leurs propres plans de développement avec un impact considérable sur leur essor socio-économique. C'est le cas notamment de Barcelone, qui a lancé son plan stratégique en 1988 afin d'ouvrir une réflexion sur le modèle de développement de la ville. Ce plan a été mis en œuvre par deux institutions, composées de 300 membres et présidées par le maire de la ville. La première entité regroupe les municipalités de l'aire métropolitaine, le gouvernement de la Catalogne, les syndicats, les associations d'entreprises, universités... La deuxième regroupe les organismes financiers, les grandes entreprises, les associations professionnelles, culturelles et citoyennes. Pour sa part, le «Verband Region Stuttgart» a été créé en 1994 en tant qu'organe de réflexion pour l'élaboration des projets de politique publique. Cet organe est composé d'élus, mais s'organise autour d'une concertation avec la population et les acteurs de développement de la région. Il intervient sur l'ensemble des problématiques de développement: économie, transport, urbanisme, environnement, culture...

de 9 commissions (cf. édition du 14 janvier 2015).

Aujourd'hui, ces commissions poursuivent leur travail, mais sous la houlette de l'OGC. Elles sont organisées, rappelons-le, autour de thématiques liées à l'aménagement, l'urbanisme, les infrastructures, la mobilité, l'emploi, l'investissement, l'éducation, le développement durable... Les différentes commissions doivent élaborer chacune un plan d'action concret basé sur l'exploitation des travaux réalisés dans le cadre du think-tank.

«Nous sommes une association à but non lucratif, un think-tank indépen-

toire. D'ailleurs, celui-ci a inauguré ses activités en participant, aux côtés du CDS (Conseil du développement et de la solidarité) et de l'IMed (Institut européen de la Méditerranée), à l'organisation du 2e Forum Barcelone-Casablanca. C'était aussi l'occasion d'effectuer un benchmark avec le modèle de la capitale catalane, qui a réussi sa mutation, initiée au début des années 90 (voir aussi encadré).

Aziza EL AFFAS



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com